

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER

Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement
Alsace

Unité territoriale du Bas-Rhin
Subdivision de Molsheim et Sélestat-Erstein

Strasbourg, le 25 août 2010

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Rejets en composés organiques volatils des installations de la société
AMCOR situées 2 rue Frédéric Meyer à 67600 Sélestat

PJ : 1 projet d'arrêté complémentaire

1. PRÉSENTATION DU DOSSIER.

2. CONCLUSIONS

1. PRÉSENTATION DU DOSSIER.

La société AMCOR (anct. Société Alsacienne d'Aluminium) a été autorisée par arrêté préfectoral du 10 avril 2002, à exploiter à l'adresse du n°2 rue Frédéric Meyer à 67600 Sélestat, des installations de fabrication d'emballages souples à base de papier ou d'aluminium.

Ces installations mettent en œuvre des encres ou des produits de nettoyage qui contiennent des solvants organiques. Ce sont essentiellement de l'acétate de méthyle, de l'éthanol, de l'acétone et de la méthyléthylcétone et dans une moindre mesure, de l'éthoxypropanol, du n-propanol, de l'alcool isopropylique et du méthoxypropylacétate.

Les rejets correspondants sont réglementés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 15 janvier 2008 qui fixe des valeurs en composés organiques volatils (COV) à respectivement 50 mg/Nm³ en sortie d'incinérateurs et 75 mg/Nm³ en sortie d'installation de récupération de solvants. Cet arrêté fixe par ailleurs une émission totale de COV à 110 t/an et limite les émissions diffuses à moins de 3% de la quantité de solvants utilisés dans les installations.

Cet arrêté prévoit, en outre, la réalisation sous délai de deux ans d'une étude technico-économique de réduction des rejets diffus en COV.

Cette étude a été remise aux services préfectoraux et à l'Inspection des installations classées le 6 mai 2010 et complétée le 19 mai 2010.

Il en ressort :

- un constat d'émissions annuelles totales de COV de l'ordre de 280 t/an, 40 t/an provenant des émissions canalisées et traitées et 240 t/an d'émissions diffuses ; rapportées à un tonnage de 2 104 t/an, ces dernières représentent 11,5 % des quantités annuelles utilisées par l'entreprise.
- un important travail de recensement des sources émettrices de solvants, hors extractions sur des équipement de process qui elles, sont traitées soit par récupération sur charbon actif (équipement "DEC" – mis en service : 2002) soit par incinération (équipement "DURR" – mis en service 2004). Ce sont ainsi plus d'une cinquantaine de points qui sont ainsi répertoriés et sur lesquels des mesures de débit et de concentrations en COV ont été réalisées. Dans certains cas, ces mesures ont porté sur des rejets provenant de préparations différentes les uns des autres en fonction des types de produits mis en œuvre en production,
- ces sources présentent individuellement un débit de l'ordre du millier à une dizaine de milliers de m³/h et des concentrations de l'ordre de la dizaine à moins d'une centaine de mg/m³.

- les contrôles réalisés sur les unités de traitement des rejets solvantés permettent d'établir des rendements qui se situent à des valeurs de 96 à 97%.

Cette étude estime en conclusion que les émissions peuvent être quantifiées de deux manières dont les résultats sont très différents :

- par le bilan du plan de gestion des solvants de l'Ineris : les valeurs atteignent alors, suivant que l'on exploite les mesures de l'industriel ou les contrôles ponctuels par organisme extérieur, des valeurs de l'ordre de 400 à 200 t/an exprimées en équivalent carbone (eq. C) presque exclusivement dues aux émissions diffuses (la quantité de solvants utilisée est de l'ordre de 1200 t/an eq. C).
- par une méthode dite "approche directe": l'émission estimée n'est plus que d'une cinquantaine de tonnes par an dont une quarantaine de diffus (3,3 %). Cette approche indirecte consiste à considérer que les émissions diffuses des ateliers d'imprimerie, hors by-pass des traitements, sont nulles car les machines sont encapsulées et que les locaux sont sous dépression, ramenant les vapeurs vers les traitements. Les émissions diffuses résiduelles ne seraient alors dues qu'à trois ateliers de préparation ainsi qu'aux stockages.

En outre, elle indique que les techniques mises en œuvre par AMCOR permettent, suivant l'étude, d'atteindre le niveau de performance présenté dans le document de référence relatif aux Meilleures Technologies Disponibles sur le traitement de surface utilisant des solvants organiques (BREF STS) en se référant à l'approche directe (10 à 16 % de diffus suivant les MTD).

Enfin, toujours suivant cette étude, la substitution par des produits sans ou à faible teneur en solvants n'est pas envisageable à court ou moyen terme.

Il apparaît ainsi que :

- suivant la méthode de quantification des émissions, les rejets sont soit très supérieurs (jusqu'à un facteur proche de 4) au flux annuel autorisé de 110 t/an et sont donc non-conformes, soit ils sont nettement inférieurs (d'un facteur proche de 2) à ce flux et sont donc largement conformes.
- dans l'hypothèse la plus favorable à l'exploitant, la valeur de 3 % des émissions diffuses n'est pas atteignable mais qu'en revanche une valeur MTD-compatible peut être respectée, étant donné que, de plus, l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux rejets de toutes natures provenant des installations classées, prévoit une valeur maximale 20 % des rejets diffus rapportée aux quantités annuelles de solvants utilisées par l'entreprise.

2. CONCLUSIONS

Suivant l'étude produite par la société AMCOR, il conviendrait de revoir les prescriptions du site de Sélestat en baissant la valeur limite de flux annuel et en augmentant légèrement celle du pourcentage des diffus.

Elle rappelle qu'elle a fait réaliser en 2004, des campagnes de mesure de la qualité de l'air ambiant autour de son site de Sélestat. Ces campagnes se sont déroulées du 13 au 24 avril 2004 avant mise en route de l'installation d'incinération puis du 5 au 19 octobre 2004 après mise en route de cet équipement. En outre, une étude des risques sanitaires liés aux rejets atmosphériques, réalisée en 2005, concluait des risques acceptables pour les populations riveraines avec un indice de risque inférieur à 1 et un excès de risque individuel inférieur à 10^{-5} .

Pour ce qui la concerne, l'Inspection estime que cette révision des prescriptions, si elle était engagée, devrait s'accompagner :

- d'un suivi de fonctionnement au jour le jour des installations de traitement des rejets solvantés proche d'une autosurveillance et qui comprendrait outre l'évaluation des quantités rejetées après traitement, le relevé des durées, des causes et des quantités émises lors de périodes de by-pass ;
- de la maîtrise des by-pass avec d'une part, la recherche de pannes génériques et d'autre part, la mise en place d'une politique préventive d'entretien ;
- des campagnes trimestrielles de mesure des rejets de ces installations avec l'établissement de leurs rendements (double prélèvement entrée – sortie) et de dispositions visant à les maintenir à un niveau élevé.

De plus, afin d'établir un référentiel fiable de calcul des émissions, l'avis d'un tiers expert paraît incontournable, sur l'étude remise par la société AMCOR, quant à la validité des méthodes d'estimation des émissions et l'analyse faite en référence aux MTD.

L'Inspection rappelle à cet égard les dispositions de l'article R.512-7 du Code de l'environnement qui dispose :

"Lorsque l'importance particulière des dangers ou inconvénients de l'installation le justifie, le préfet peut exiger la production, aux frais du demandeur, d'une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert choisi en accord avec l'administration.

La décision du préfet d'imposer une analyse critique peut intervenir à tout moment de la procédure. Elle n'interrompt pas le délai de deux mois prévu à l'article R. 512-14. Lorsque l'analyse critique est produite avant la clôture de l'enquête publique, elle est jointe au dossier."

Compte tenu de l'ensemble des éléments qui précèdent, j'ai l'honneur de proposer au Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques de se prononcer favorablement sur le projet de prescriptions ci-joint, qui prévoit l'engagement de la tierce expertise, la transmission de ses résultats à l'Inspection ainsi que le renforcement de la surveillance des émissions.